

**INTERVENTION DE M. ANTONIO TAJANI À L'OCCASION DE LA  
SÉANCE DE LA CONVENTION POUR L'AVENIR DE L'EUROPE  
“LES COMPÉTENCES DE L'UNION EUROPÉENNE ET DES ÉTATS  
MEMBRES”**

*Bruxelles, 23 – 24 mai 2002*

L'épineuse question des compétences de l'Union européenne doit être traitée à la lumière des principes qui inspirent le modèle européen que nous voulons construire. Dans les faits, il ne s'agit pas uniquement de résoudre des problèmes juridiques complexes, mais également de répondre aux nombreuses attentes qui nous ont menés à la Convention. L'alternative essentielle qui s'offre à nous, pour citer le grand intellectuel catholique Wilhelm Roepke, divise les “centralistes” et les “décentralistes”. Pour nous, “décentralistes”, “le renforcement politique et économique de l'Europe doit se faire en conservant ce qui est essentiel: l'unité dans la diversité, la liberté dans la solidarité, le respect de la personne humaine dans son individualité”. Pour cette Europe de l'identité et de la diversité, nous croyons que la contribution potentielle à la construction européenne des organes intermédiaires – associations, entreprises, églises –, qui constituent nos sociétés, doit être valorisée. Pour cette Europe des citoyens, nous croyons que l'Union européenne ne doit pas intervenir dans des questions qui peuvent être mieux traitées par les États membres ou par les acteurs territoriaux, régionaux et locaux, mais doit améliorer l'efficacité de l'action communautaire dans les secteurs dans lesquels l'inadéquation des États est évidente.

Les principes de subsidiarité et de proportionnalité, instruments indispensables pour conjuguer les exigences de l'action unitaire et de l'action territoriale, devront jouer un rôle central dans la répartition des compétences. La subsidiarité, tout particulièrement, pourra justifier une action au niveau supérieur lorsque celle-ci produit des effets bénéfiques ne pouvant être obtenus autrement. Elle servira également à rappeler que les compétences de l'Union sont dérivées et non pas primaires comme celles des États membres.

D'un autre point de vue, la subsidiarité verticale et horizontale consacre le modèle de fédération d'États-nations que nous proposons, parce qu'elle permet de valoriser la dimension tant compétitive que coopérative des processus d'intégration, dans la perspective d'une Union capable d'améliorer vertueusement la fonctionnalité des divers systèmes nationaux.

Lorsque nous en venons à la question des compétences, nous nous apercevons que le système actuel d'attribution est caractérisé par un entrelacement complexe de compétences matérielles et fonctionnelles dû à l'existence de quatre traités et de deux entités différentes - l'Union et la Communauté -, mais également à la prolifération d'instruments normatifs de portée inégale.

Par conséquent, il est avant tout nécessaire de parvenir à une simplification des instruments de l'Union, en dressant un catalogue hiérarchique des actes juridiques et des autres instruments d'intervention, en distinguant les mesures législatives et les mesures d'action. Il convient également de tabler sur un recours croissant à une législation-cadre qui laisse aux États membres une marge de manoeuvre plus grande dans la poursuite des objectifs politiques et en adaptant le type d'instrument juridique au niveau d'intérêt de l'Union pour la matière concernée.

Il convient de remodeler radicalement le ratio selon lequel notre système juridique est construit jusqu'à présent, en utilisant comme nouvelle ligne directrice "la transparence". Les citoyens doivent savoir clairement qui fait quoi.

D'un autre point de vue, nous ne devons pas créer un modèle de répartition des compétences qui reproduise celui en vigueur dans les États membres. Nous ne devons pas envisager pour l'Union une souveraineté de super-État bureaucratique et, parallèlement, il convient de vérifier si les compétences sont exercées manière optimale afin de rendre service aux citoyens.

Un nouveau modèle de répartition des compétences plus simple et transparent devra prévoir que:

a) L'Union européenne se fonde sur l'attribution claire de compétences et, donc, sur la non-ingérence dans les questions pour lesquelles elle n'a pas reçu un mandat explicite.

Toutefois, afin d'éviter de reproduire l'excessive rigidité du modèle précédent (qui a produit un effet boomerang de l'utilisation intensive de la clause d'extension de l'intervention communautaire - art. 308 TCE -) la prévision des compétences de l'Union devra être accompagnée de procédures véritablement démocratiques et transparentes, capables de garantir une mise à jour périodique de la répartition basée sur les principes de la subsidiarité et de la proportionnalité.

b) Toutes les matières qui ne font pas explicitement partie des compétences de l'Union restent celles des États membres. La décision finale concernant le transfert des compétences à l'Union revient aux États membres.

Pour garantir de la part de toutes les institutions le respect de la répartition des compétences, il faudra un arbitre: la Cour de justice.

Mais il est évident que la résolution de la question de l'attribution des compétences ne représente qu'une partie des sujets complexes qui constituent nos travaux. Il existe un autre problème, mis en exergue par le rapport Lamassoure - précieuse contribution du Parlement européen aux membres de la Convention -, à savoir la répartition des fonctions entre les organes de l'Union.

Il convient de mettre de l'ordre dans les fonctions exercées par les divers organes de l'UE afin de pouvoir définir le champ d'action et l'instrument correspondant à chaque compétence. En d'autres termes, il convient de savoir qui exercera une certaine compétence afin de pouvoir prévoir dans quelle mesure l'action dans ce domaine deviendra incisive et large. À cette fin, nous devons valoriser le rôle du Parlement européen et des parlements nationaux qui représentent les citoyens. Tel est le grand défi de la Convention.